



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Un-gouvernement-de-gauche-est-defini-par-le-mandat-populaire-de-rompre-avec-la>

Entretien avec Francisco Louçã, économiste et membre
dirigeant du Bloc de gauche au Portugal

"Un gouvernement de gauche est défini par le mandat populaire de rompre avec la troïka"



^{ope -}
Date de mise en ligne : mardi 25 juin 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Francisco Louçã est professeur d'économie à l'Instituto Superior de Economia et des gsetion de Lisbonne e. Il est l'auteur de nombreux livres et essais dont Ensaio para uma Revolução [Répétition pour une révolution] ; As Time Goes By - De la révolution industrielle à la révolution de l'information, avec Chris Freeman, Portugal Agrilhado - A Economia cruels Era na faire FMI [Portugal in Chains - L'économie cruelle à l'ère du FMI] et, plus récemment, il a co-écrit avec Mariana Mortagua, A Dividadura [La dictature de la dette] et Isto é um Assalto [Ceci est un hold-up].

Louçã faisait partie du mouvement étudiant contre la dictature de Salazar durant les années 1970. Il a été arrêté pour avoir participé à une manifestation contre la guerre coloniale en décembre 1972. Il est un des membres fondateurs du Bloc de Gauche et il a été candidat aux élections présidentielles portugaises en 2006, et coordinateur du Bloco entre 2005 et 2012. Il continue à jouer un rôle actif à l'intérieur du Bloco et des mouvements sociaux au niveau international.

**Lundi Juin 17, 2013 - (Tiré de Viento sur)
Traduction : Presse-toi à gauche !**

Mark Bergfeld : L'année dernière, le ministre des Finances de l'Allemagne, Wolfgang Schäuble, a caractérisé le Portugal comme "le meilleur élève de la zone euro" Maintenant, le Portugal fait face à une conjoncture économique difficile. Le chômage, par exemple, a atteint 18 pour cent. Le gouvernement de coalition PSD-CDS exige plus de temps pour mettre en oeuvre ses mesures d'austérité. Quelles sont les raisons sous-jacentes à la tendance au recul du Portugal ?

Francisco Louçã - La récession a été provoquée par l'austérité et le transfert de ressources pour au paiement de la dette. La baisse des salaires et des pensions a créé une trendance au recul sur l'économie. C'est autre chose que d'agir comme un bon élève. C'est certainement le prix à payer pour accepter les diktats de Merkel et de Schäuble.

La crise économique a créé des fractures dans le régime. Au début avril, la Cour constitutionnelle du Portugal a imposé quatre des neuf mesures d'austérité contestées. Un membre important du cabinet, Miguel Relvas a démissionné. Qu'est-ce qui se passe au sommet de la société portugaise ?

Il ya une crise au sein du gouvernement de coalition. Les deux partis de droite au pouvoir ont des difficultés à imposer les solutions de la troïka - une augmentation du chômage, des coupures dans les services publics, l'augmentation des impôts, la réduction de la sécurité sociale et de protection sociale. La décision de la Cour constitutionnelle visant à modifier ces politiques prouve que ce n'est pas seulement une crise politique : c'est le début d'une crise de régime. En Grèce et en Italie, une telle crise de régime est évidente. Finalement, il semble que le même phénomène se produit en Espagne. Il est la conséquence directe du déficit démocratique, des mesures d'austérité et de leurs politiques désastreuses.

En Europe, nous avons assisté à trois lignes de résistance à la troïka : grèves de masse des travailleurs, des révoltes de la jeunesse (les Indignés) et des révoltes électorales comme SYRIZA en Grèce, le Front de Gauche en France, ou le CUP en Catalogne. Au Portugal, les deux premiers axes de la résistance se sont concrétisés, mais nous n'avons pas vu une augmentation du soutien électoral que ce soit pour le Bloco ou pour le Parti communiste.

Pourquoi la gauche portugaise n'a-t-elle pas été capable de profiter d'une situation qui lui était favorable ?

Les sondages d'opinion indiquent un soutien croissant pour les partis de gauche anti-Troïka. Aujourd'hui, ils représentent plus de 20 pour cent. Mais pour élire un gouvernement de gauche - qui rejeterait le mémorandum et qui appellerait au rejet de la politique imposée par la Troïka - un tel soutien devrait être beaucoup plus important. Un gouvernement de gauche devra restructurer et annuler partiellement la dette et retrouver la capacité d'investir et de créer des emplois. Le million de forte démonstration du 2 mars a rassemblé un million de personnes a montré la volonté d'une grande partie du peuple portugais de se battre pour leurs salaires et les retraites dans le cadre de leur responsabilité démocratique.

Au congrès du Bloco en novembre 2012, les délégués ont voté à une écrasante majorité pour adopter le slogan d'un « gouvernement de gauche ». Vous avez présenté certaines des prémisses d'un gouvernement de gauche lors de votre discours d'ouverture. Cependant, un gouvernement de gauche ne serait possible qu'avec la participation du Parti socialiste qui ne s'oppose pas clairement à toutes les mesures d'austérité. Que signifie ce slogan et où peut-il nous mener ?

Ce n'est pas un slogan. Il s'agit d'une proposition à tous ces hommes et à toutes ces femmes qui se battent pour une alternative de gauche viable. En ce sens, il n'est pas un compromis avec le Parti socialiste. Pendant longtemps, les socialistes ont soutenu ou accepté le protocole et le chantage du FMI, ce jeu est absolument incapable d'offrir une solution. Un gouvernement de gauche est défini par le mandat populaire de rompre avec la Troïka, comme l'a proposé SYRIZA en Grèce. Nous n'avons pas abdiquer notre responsabilité ou nous ne doutons pas que la lutte constitue la solution la plus efficace à court terme. Nous préconisons une rupture avec les diktats du capital financier, de Merkel et de ses associés. Cette politique représente l'exigence populaire d'un gouvernement de gauche contre la Troïka.

Avec le rapport de force actuel, croyez-vous qu'un gouvernement de gauche en Grèce ou au Portugal pourrait battre la Troïka ?

C'est le seul moyen. Bien sûr, un tel gouvernement serait l'objet de menaces. Il doit être prêt à chercher des alliés en Europe et ailleurs alors que l'UE et la BCE vouent un culte à l'austérité et servent les intérêts du capital financier. Sa victoire dépendra du soutien populaire, de sa cohérence et de sa capacité d'initiative.

La dette totale du gouvernement portugais s'élève à Euros 209 milliards, soit 126,3% du produit intérieur brut. Les militants altermondialistes ont exigé l'annulation de la dette des pays du Tiers Monde. Aujourd'hui, au sein de la gauche européenne, il ya des discussions similaires sur "la renégociation de la dette", « les annulations de dettes" et des "jubilés de la dette ».

Comment dois-je réagir la gauche européenne ?

Exactement de la même manière. Une économie ayant un déficit de 3 pour cent ne peut pas payer un taux d'intérêt de 4 pour cent. Si la dette crée la dette, l'annulation est la seule solution possible.

Nous avons assisté à un certain nombre de grèves des travailleurs du transport, dans le secteur public, et un certain nombre de grèves générales convoquées par la CGTP, la confédération syndicale. D'autre part, nous avons vu des explosions de colère populaire des manifestations de les rues sur le thème « Qu'on en finisse avec la troïka ». Comment ces deux axes de la résistance se combinent-ils ? Y at-il des initiatives communes ?

"Un gouvernement de gauche est défini par le mandat populaire de rompre avec la troïka"

Le mouvement de grève est faible. Le mouvement populaire des jeunes et le mouvement social a mobilisé de très grandes manifestations à deux reprises : le 15 septembre et le 2 mars. Ces deux fois, plus d'un million de personnes ont défilé dans un pays dont la population est de dix millions de personnes. C'est un énorme succès ! Cela montre à quel point une plate-forme politique ouverte et unitaire peut transformer la situation.

En 1974, un coup d'Etat des officiers de gauche des Forces Armées a renversé la dictature de Salazar et a prpvoqué le soulèvement révolutionnaire des travailleurs portugais. Quel rôle la mémoire de la Révolution des oeillets peut-il jouer dans le cycle actuel des mobilisations contre l'austérité ?

La révolution des Oeillets a été la dernière révolution du 20e siècle ans en Europe. Elle a initié les mouvements visant à se débarrasser des dictatures en Grèce et en Espagne. Elle est profondément enracinée dans la mémoire des générations plus âgées. Les jeunes d'aujourd'hui chantent "Grândola, Vila Morena", la chanson magnifique et significative utilisée comme le signal radio pour le coup d'État militaire d'avril 1974. Une génération plus tard, les gens se sont réappropriés les symboles de la révolution. Mais de nouvelles modalités de la vie politique exigent de nouvelles formes de représentations. Nous devons apporter des solutions à travers la proposition d'un gouvernement de gauche plutôt que de s'appuyer sur ce qui s'est passé il y a quelques décennies.

Louca Francisco

* Mark Bergfeld est un militant socialiste et vit à Londres. Il était un participant de premier plan dans le mouvement étudiant britannique en 2010. Elle travaille actuellement sur sa thèse de doctorat sur les mouvements RED et le défi qu'il pose aux partis de gauche. Vous pouvez trouver ses écrits dans mdbergfeld.wordpress.com. Twitter : @mdbergfeld.